



Plaidoyer pour une **primaire législative de l'alternance** sur la circonscription

Notre Pays va vivre des moments politiques particuliers. Que le Président de la République se représente ou non, que son prédécesseur passe ou non le cap des primaires de la droite (car ce ne sont pas les primaires de la droite *et du centre* puisqu'aucun candidat centriste n'y est présent), l'hypothèse d'un deuxième tour présidentiel entre deux anciens présidents de la République semble bien improbable. Leur double éviction du scrutin commence à devenir possible. Rarement l'élection majeure du système politique français n'a été à quelques mois de son déroulement aussi ouverte.

Quel que soit son résultat, qui n'exclut pas une présidence d'extrême-droite, les parlementaires élus lors du scrutin qui suivra les élections présidentielles devront chacun **penser en conscience**, soutenir la **modernité**, préserver **l'intérêt général**, participer au futur commun en pesant avec une grande **sérénité** les orientations qui leur seront proposées. Ils devront avoir la capacité de discerner les mesures rétrogrades, les mesures inutiles, les mesures périlleuses, des bonnes mesures.

Le choix de chaque député prendra dans une période aussi incertaine, une importance sans précédent.

Par le passé, les arrangements de partis ont souvent conduit vers l'Assemblée des candidats désignés par les sphères politiques sans participation de la base: tel parti lâchait telle circonscription pour en obtenir quelques autres au détriment de la qualité des candidats, au détriment de la démocratie.

La période appelle au renouveau démocratique par de **nouvelles pratiques politiques**.

Je propose donc une primaire législative de l'alternance sur notre circonscription, dont je résumerai les avantages ci-après :

- créer du **débat** : qui oserait dire que nous n'en n'avons pas besoin dans ce contexte de crise et de discrédit de la classe politique (sinon il n'aura pas lieu) ?
- organiser une ou plusieurs **réunions** entre les candidats pour confronter leurs divergences de point de vue, leurs personnalités, leurs capacités pour éclairer les électeurs dans leur choix.
- limiter les frais de campagne (à un seul candidat) qui sont remboursés par les électeurs : **économie d'argent public**.
- éviter dans un contexte de candidatures multiples d'ouvrir un boulevard à l'extrême droite: sans cette primaire, il se pourrait qu'un candidat d'extrême-droite ne se glisse au deuxième tour et ne gagne le scrutin.

Cette proposition s'adresse à toutes les candidates et candidats déclarés ou non à ce jour. J'attends avec impatience les arguments de ceux qui la refuseront :

- qui pourra prétendre à la légitimité en refusant d'y participer ?
- qui prendra la responsabilité de couper le cordon en ouvrant un boulevard à l'extrême droite sur la circonscription ?
- qui osera refuser le débat ?